

Gaz de schiste :

Une bataille financière mondiale d'ampleur inédite et une nouvelle catastrophe pour l'environnement

Dans quelques décennies, le gaz et le pétrole seront des denrées rares. Sachant que les caprices économiques des capitalistes se conjuguent à une incurable myopie écologique, le gaz de schiste est pour les compagnies pétrolières comme les gouvernements la solution pour nos sociétés énergivores. Le paradoxe est que son exploitation pourrait assurer une indépendance énergétique à la France, mais au prix d'un cuisant désastre environnemental. Ces perspectives suscitent pour les populations riveraines des gisements une grande inquiétude, surtout que la course aux gaz de schistes vient de commencer grâce à la complicité du gouvernement.

Dans la législation française, le sous-sol appartient à l'État et c'est le gouvernement qui attribue son exploitation aux compagnies pétrolières et minières sous la forme d'un titre minier. Avec ce titre, la compagnie peut exploiter le sous-sol, mais aussi utiliser les terrains de surface même sans l'autorisation du propriétaire. Il n'y a donc aucune limite pour les majors pétrolières d'exploiter et polluer sans vergogne puisque l'État, leur bras juridique et politique, le leur permet. S'il fallait démontrer que l'État est bien l'expression de la classe dominante, le gaz de schiste en serait un bon exemple puisque les institutions politiques garantissent et protègent les intérêts capitalistes.

Le gaz de schiste, c'est quoi ?

C'est du gaz naturel, emprisonné depuis des dizaines de millions d'années dans la roche dite de schiste. Il est qualifié de « non conventionnel » parce qu'au contraire du gaz naturel mieux connu, qu'on trouve dans de vastes réservoirs, celui-ci est coincé dans les interstices de la roche, à des milliers de mètres de profondeur, et éparpillé dans des millions de petites bulles. Donc très difficile à atteindre. On en trouve à peu près partout. Les réserves mondiales représenteraient quatre fois les ressources de gaz conventionnel. De quoi, si on arrivait à les exploiter, changer la donne de la géopolitique liée aux énergies fossiles. Un enjeu faramineux et face auquel le souci environnemental ne pèse pas lourd. La révélation de tels gisements exploitables représente une manne considérable pour les pétroliers : du gaz dans le sous-sol d'un bout à l'autre de la planète, des milliers de milliards de mètres cubes en Europe, sept fois plus en Amérique du Nord et encore davantage en Asie et en Australie. Alors pourraient s'ouvrir des décennies de gaspillage énergétique sans recours aux énergies alternatives et renouvelables, mais en faisant courir des risques environnementaux incommensurables à la planète

Pourquoi en parle-t-on soudain autant ?

Cet engouement est dû aux nouvelles technologies qui permettent d'aller le récupérer, ce qui n'était pas possible jusqu'alors. Avant, pour les magnats du gaz et du pétrole, la vie était facile : un forage vertical de quelques centaines de mètres jusqu'à une poche, et le gaz remontait tout seul à la surface. Avec l'explosion de la demande, ces gaz dits conventionnels sont de plus en plus difficiles à trouver. Cette raréfaction a poussé les exploitants à creuser toujours plus loin et plus profond... jusqu'à plus de 2000 mètres pour récupérer des micro-poches de gaz emprisonnées dans un mille feuilles de roches de schiste. Ces types de gaz sont dits non conventionnels parce qu'ils ne peuvent pas être exploités avec les modes de production classiques. Leur exploitation est rendue possible grâce à la technique de fracturation hydraulique des roches. Les gaz de schistes étant dispersés dans la roche imperméable, il est nécessaire de forer d'innombrables puits en fracturant la roche. Chaque puits exploitable ne l'est

que brièvement, un suivant doit donc être foré quelques centaines de mètres plus loin, et ainsi de suite... À deux ou trois mille mètres de profondeur, la réunion des micro-poches à l'aide d'un explosif détonné pour chacune des brèches occasionne un véritable séisme. La fracturation se fait par un mélange d'eau en grande quantité, de sable et de redoutables produits chimiques propulsés à très haute pression (600 bars), méthode qui génère la remontée du gaz à la surface avec une partie du redoutable liquide de fracturation. Chaque fracturation nécessite quasiment 15 000 mètres cube d'eau (15 millions de litres !), un puits pouvant être fracturé jusqu'à 14 fois. La multiplication des forages et des réseaux de pipelines affectent gravement les paysages. Il peut y avoir un puits tous les 500 mètres.

Ces nouvelles techniques d'extraction sont-elles fiables ?

Certainement pas car la plupart des données proviennent de l'industrie pétrolière et ne peuvent qu'être partiales, ce qui renforce les inquiétudes nées des précédents étatsuniens. Elles viennent de la possibilité que, en fracturant la roche, une partie du gaz et des produits chimiques ne s'échappe pas uniquement par le puits du prospecteur, mais aussi dans le sous-sol, atteignant ainsi les nappes phréatiques. C'est ce qui s'est produit en Pennsylvanie en 2008-2009 : puits contaminés, eau devenue impropre à la consommation en plusieurs endroits. Un puits a même explosé en juin 2009, répandant du gaz et de l'eau contaminée (du carburant diesel, du benzène et des solvants industriels.)

Loi des ambitions affichées par le *Grenelle de l'environnement*

Depuis le début du printemps, le géant pétrolier français *Total* et le Texan *Schuepbach* étaient libres d'explorer 9672 km² dans le Sud de la France. Signés par Borloo, trois permis exclusifs de recherche (Montélimar, Nant, Villeneuve de Berg) permettaient à *Total*, *GDF-Suez* et *Schuepbach Energy* d'y creuser pour évaluer la rentabilité d'exploitation des milliards de mètres cubes de gaz qui doivent s'y cacher. Il faut dire que ces nouveaux gisements représentent une manne considérable. Tout cela grâce à la technique révolutionnaire de fracturation hydraulique mise au point par le géant de l'armement texan, *Halliburton*.

Cette technique va à l'encontre des engagements arrêtés par le Ministère de l'Écologie qui pourtant signé l'attribution des permis. Le *Grenelle* doit, par exemple, protéger les sources d'eau potables et les écosystèmes sensibles. Il doit aussi réduire la gestion des émissions de gaz à effet de serre. Il doit enfin préserver les ressources aquifères et donc le choix de la Drôme et de l'Ardèche pour ces exploitations était d'autant plus scandaleux que ces deux départements sont frappés d'une sécheresse endémique : les quantités d'eau à mobiliser sont incompatibles avec ce principe de préservation.

Mais *Total* a tout prévu : en cas de nuisances, la notice d'impact donne aux habitants « la possibilité d'introduire un dossier auprès du Mécénat Total pour des actions patrimoniales ou culturelles ». L'honneur est sauf !

Le couloir de la mort

Tel est le nom qui pourrait être donné à la vallée du Rhône puisque, en plus des permis qui ont été attribués aux vampires du pétrole, elle ne recèle pas moins de 5 centrales nucléaires qui font de cette région une Fukushima à la puissance 5. Tous sont des réacteurs à eau pressurisée (REP) sauf ceux de Marcoule qui sont des réacteurs à neutrons rapides (RNR). Une telle prolifération de potentialité mortifère explique que la population est très mobilisée contre bien sûr le gaz de schiste, mais aussi milite pour sortir du nucléaire.

La révolte gronde : NO GAZARAN

Depuis des mois, les opposants aux gaz de schiste réunis en comités et collectifs dans lesquels le NPA prend toute sa part se battent contre ces projets d'exploration de gaz et de pétrole de schiste. Sous la pression des mobilisations, la ministre Nathalie Kosciusko-Morizet a annoncé un moratoire. Fillon a déclaré le 13 avril, à l'Assemblée Nationale « *qu'il fallait tout remettre à plat* » et « *annuler les autorisations déjà données* » ; « *il y a des propositions de loi qui ont été déposées en ce sens, c'est la meilleure façon d'aller vite, le gouvernement les soutiendra* ». Fillon a souligné qu'il « *comprendait l'inquiétude "légitime" des Français sur ces projets d'exploration* ». En même temps, a-t-il fait valoir, « *je ne veux pas que nous fermions la porte à toute possibilité d'exploiter avec d'autres techniques demain ces gisements" qui permettraient demain d'accéder à de nouvelles ressources énergétiques* ». L'examen, selon la procédure d'urgence, d'une proposition de loi en ce sens est prévu le 10 mai.

Ces déclarations sont loin de rassurer les populations qui vivent dans ces périmètres. Elles promettent donc de ne désarmer qu'avec un renoncement ferme et définitif à ces hydrocarbures. Les manifestations se multiplient dans toute la France et la mobilisation ne se relâche pas. La première grande manifestation contre les gaz de schiste a eu lieu le 26 février 2011 à Villeneuve de Berg (Ardèche), rassemblant près de 20 000 manifestants. Le 17 avril, 4 000 personnes ont manifesté à Donzère (Drôme), dont le maire n'est autre que le ministre de l'Énergie, Éric Besson. Après un pique-nique et des prises de parole, les militants se sont rendu à la mairie pour y déposer une motion qui a été glissée sous la porte, Besson étant absent. Les 17 et 18 avril, la mobilisation a rassemblé de près de 50 000 manifestants dans toute la France.

Pas d'écologie sans une société socialiste

Les écologistes, notamment le réseau *Sortir du nucléaire* sont souvent les initiateurs les plus radicaux de ces mobilisations, mais en oubliant que ce sont les ministres Verts de l'écologie qui ont délivré les permis et que des députés écologistes ont freiné pour l'obtention d'un moratoire (les députés européens Bové pour les Cévennes et Rivasi pour la Drôme). Sans en finir avec le capitalisme, la préservation de l'environnement ne pourra pas être assurée, car la logique capitaliste pousse à produire toujours plus pour maximiser le profit. Le productivisme est consubstantiel au capitalisme, et les écologistes pro-capitalistes ne pourront que panser les plaies de façon provisoire et dérisoire, tout en œuvrant à légitimer un système mortifère. Le système capitaliste est un obstacle car son fonctionnement anarchique ne répond en aucun cas aux besoins réels des populations et à la sauvegarde de la planète. Basé essentiellement sur la recherche du profit, sur la guerre économique entre les impérialismes par pétrolières interposées, sur la propriété privée des moyens de production et d'échanges, ce système ne peut conduire qu'à la ruine de l'humanité. Il nous faut démontrer que seul le socialisme représente un projet de société viable pour sauver la planète et l'humanité. Le moteur ne sera plus la recherche du profit, mais la satisfaction des besoins sociaux. Pour l'énergie, la socialisation des grands moyens de production et la planification démocratique de l'économie sous la direction des travailleurs sont les conditions *sine qua non* pour que les questions environnementales occupent une place centrale dans les processus de production et de consommation.

Jean Veymont